



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'hôpital public

Question au Gouvernement n° 582

Texte de la question

SITUATION DE L'HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Charles de La Verpillière, pour le groupe Les Républicains.

M. Charles de la Verpillière. Permettez-moi d'abord, monsieur le président, d'avoir une pensée pour nos sportifs qui concourent aux Jeux olympiques de Pyeongchang et de leur souhaiter le plus grand succès possible dans leur quête de médailles ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LR et UDI-Agir ainsi que sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*)

Ma question s'adresse à Mme la ministre de la santé ainsi qu'à M. le Premier ministre, qui vient d'évoquer le sujet. Elle porte sur la situation très inquiétante des hôpitaux français.

Tout comme les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes – EHPAD –, les hôpitaux souffrent, et en premier lieu les hommes et les femmes qui y travaillent avec dévouement. Leur tâche est délicate et les difficultés qu'ils rencontrent provoquent fatigue et découragement, voire détresse, aggravés par une forte pression sociale, car l'hôpital est le miroir des maux de notre société.

Tous ici – pour nous-mêmes ou pour nos proches –, nous avons fréquenté les services des urgences. Nous avons pu constater la tension qui y règne, les incivilités qui y ont cours, les agressions verbales – parfois même les violences – à l'encontre du personnel. Il y a véritablement urgence à agir pour nos hôpitaux – tous nos hôpitaux, y compris les petits établissements situés en zone rurale.

M. le Premier ministre vient d'annoncer, en termes très généraux et très vagues – je dirais même évasifs – cinq grands chantiers dessinant les grandes lignes d'une réforme dont la mise en œuvre pourrait s'étaler jusqu'à la fin du quinquennat, voire l'excéder. Mais monsieur le Premier ministre, madame la ministre, il y a urgence !

Les professionnels de santé attendent des actes et des moyens, pas d'éternelles concertations censées s'achever dans un an ou deux. Ils attendent des réponses concrètes aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Dès lors, comment comptez-vous répondre concrètement et promptement à la crise qui mine les hôpitaux français et leurs personnels ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Monsieur le député, comme vous le rappelez – et comme je l'ai déjà indiqué –, la situation financière des hôpitaux publics devrait connaître en 2017 une forte dégradation par rapport à 2016. Leur déficit consolidé pourrait doubler.

Cependant, tous les hôpitaux ne sont pas concernés de la même façon. En dépit d'un déficit global de 500 millions d'euros – soit 0,6 % du budget consolidé des hôpitaux – en 2016, la plupart des établissements étaient alors à l'équilibre. Beaucoup ont vu leurs finances se dégrader en 2017. Le déficit consolidé pourrait dépasser 1 milliard d'euros.

M. Fabien Di Filippo. 1,4 milliard !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Je salue les efforts accomplis par les communautés hospitalières depuis de nombreuses années afin de faire évoluer leurs organisations. Les hôpitaux sont confrontés à la transformation en profondeur de notre système de santé. Leur déficit augmente en raison d'une baisse d'activité résultant du virage ambulatoire. Je tiens donc à rappeler ici que ce sujet n'est pas strictement limité à l'hôpital. Il faut prendre en compte le système de santé dans sa globalité.

Un député du groupe LR. C'est sûr !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Face à de tels enjeux de transformation, ma responsabilité consiste à donner aux hôpitaux des leviers leur permettant d'adapter leur rôle aux évolutions du système de santé. Nous dépenserons cette année 1,7 milliard d'euros supplémentaires pour l'hôpital.

Au demeurant, je ne pratique pas la politique du rabot. Je souhaite mener des réformes structurelles – M. le Premier ministre les a annoncées tout à l'heure – visant à réduire les dépenses inutiles, valoriser la qualité et la pertinence des soins, renforcer la prévention et décloisonner la médecine de ville et l'hôpital. À cette fin, nous ouvrons cinq chantiers structurants afin de restructurer notre système de santé. L'hôpital devrait être le grand gagnant de ces chantiers...

Mme Caroline Fiat. « Devrait » ?

Mme Agnès Buzyn, ministre. ...ouverts à la concertation jusqu'au mois de mai prochain. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

M. Thibault Bazin. Et les patients ?

Données clés

Auteur : [M. Charles de la Verpillière](#)

Circonscription : Ain (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 582

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2018](#)